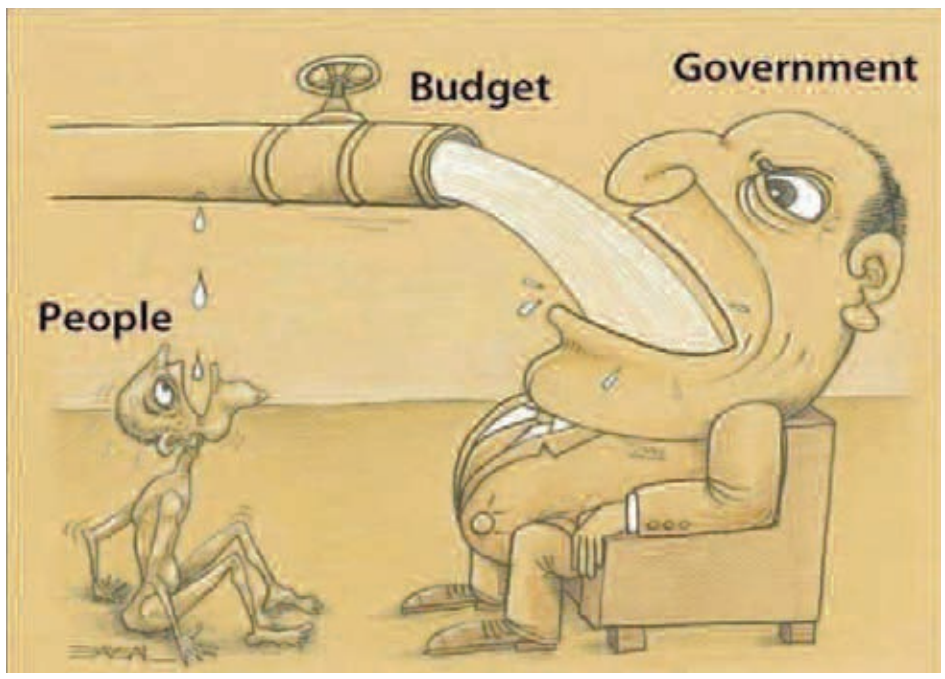
Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

BONNE GESTION FINANCIÈRE

Sur fond d'austérité et de baisse des recettes

Les baisses drastiques et continues des recettes issues du pétrole font découvrir au gouvernement les vertus d'une bonne gestion financière (BGF). Mais ce gouvernement est-il en capacité d'agir pour éviter l'effondrement d'une économie — mono-exportatrice et bien fragile —, et une catastrophe sociale qui emporterait tout sur son passage ? Mais en a-t-il la volonté ? Peu probable au vu de ses discours à l'emporte-pièce et en l'absence d'une stratégie visant une BGF.



La bonne gestion financière est censée être un instrument de contrôle et de suivi qui accompagne la délégation de pouvoirs, vue sous l'angle économique et financier. Parmi les dérives dues à l'absence de bonne gestion financière, on peut par exemple citer l'abus de bien social.

Le principe général d'indépendance des instances de contrôle et d'audit externes est essentiel. Dans la lutte contre la corruption, le dispositif de bonne gestion financière à tous les niveaux des secteurs public et privé est primordial. Ce dispositif intègre notamment les questions de discipline, d'audit et de surveillance des domaines les plus vulnérables à la corruption.

L'idée qu'une bonne gestion financière accompagne nécessairement la lutte contre la corruption est le corollaire du constat qu'une mauvaise gestion financière et une comptabilité inappropriée sont deux facteurs qui favorisent la corruption. À cela, on oppose parfois, à raison, que la mise en œuvre des seuls moyens techniques de la gestion financière ne saurait permettre de neutraliser les effets de rapports sociaux qui se tissent pour et par la corruption – rapports au sein de la hiérarchie administrative et rapports privilégiés entre celle-ci et certains groupes d'intérêts d'une part et le public d'autre part. Ainsi en est-il d'une administration corrompue, au sens large d'un système qui fonctionne suivant des règles qui favorisent une minorité : individu, famille, tribu, ethnie, voire région, etc.

Les rapports qu'entretiennent de telles administrations publiques avec les usagers et les règles auxquelles elles obéissent déterminent des relations de prédation sur leur environnement au profit de minorités et au détriment du plus large public.

L'obstacle de la «kleptocratie»

On peut alors parler de «kleptocratie» (*). Des rapports de ce type sont des obstacles à la mise en place d'une gestion financière saine, quand bien même existerait – à un niveau ou à un autre des instances des pouvoirs publics – le projet pour une telle entreprise. Il peut parfois arriver qu'une apparence de «bonne gestion financière» (BGF) serve à couvrir des pratiques totalement corrompues — en particulier lorsque est rompu le lien d'authenticité entre ce qui est enregistré et la réalité «des flux et des stocks», que les enregistrements financiers sont censés refléter. Néanmoins, une bonne gestion financière réelle est un instrument indispensable pour une administration transparente et responsable des affaires publiques. Autrement dit, le succès de la mise en œuvre d'une bonne gestion financière dépend de son intégration à une stratégie globale de lutte contre la corruption résultant d'une réelle volonté politique de changement. Plus précisément, elle est l'auxiliaire nécessaire d'une réforme administrative qui constitue un des axes fondamentaux d'une telle stratégie.

Les outils et les techniques de la gestion financière étant parfaitement connus des spécialistes, l'objectif visé ici n'est pas d'en faire un exposé exhaustif mais de communiquer aux acteurs, décideurs et opérateurs, les principes généraux qui la rendent possible comme un des instruments accompagnant la lutte contre la corruption.

Révéler et identifier les responsabilités en cas de corruption

Une bonne gestion financière peut être définie comme une mobilisation et une utilisation efficiente des ressources financières selon des objectifs fixés. Elle devrait permettre de révéler et d'identifier les responsabilités en cas de corruption. Elle constitue de ce fait un moyen de prévention et de dissuasion. Les fonctions de la bonne gestion financière se rapportent essentiellement au financement, à la tutelle, à l'analyse et au bilan. Elle consiste à :

• analyser et mesurer les conséquences financières d'une décision de gestion avant et après sa mise en œuvre ;

• s'assurer que la trésorerie est suffisante pour financer les activités et opérations prévues ;

• sauvegarder les ressources par des contrôles financiers adéquats ;

• fournir un cadre financier pour la planification de futures activités et opérations ;

• gérer les systèmes de transactions qui fournissent des données permettant de mieux contrôler et planifier toute action et opération ;

• rendre compte et faire le bilan en interprétant les résultats des activités et opérations en termes financiers. Quand les caisses de l'Etat se vident rapidement, la mise en place d'une bonne gestion financière n'est pas chose aisée, surtout quand cet Etat a fonctionné pendant plus de 15 années d'affilée dans l'opulence, la gabegie, le gaspillage et sans compter «ses sous».

Les administrations et les institutions publiques algériennes — lourdes, bureaucratisées, sclérosées et gangrenées par la corruption — ne sont pas prêtes à faire leur mue pour s'imprégner et absorber une bonne gestion financière.

Il faut tout revoir de fond en comble, et ce ne sera possible qu'avec un gouvernement compétent et intègre…

Djilali Hadjadj

(*) Kleptocratie : formé à partir des racines grecques kleptos (vol) et kratos (pouvoir) ; il signifie donc «gouvernement des voleurs». Une kleptocratie est un terme péjoratif désignant un système politique où une ou des personnes à la tête d'un pays pratiquent à une très grande échelle la corruption.

Des circulaires pour revoir à la baisse le train de vie de l'Etat

Le Premier ministre vient d'envoyer une nouvelle circulaire aux chefs des administrations et institutions publiques – centrales et locales —, leur demandant de dépenser moins et de supprimer les dépenses superflues.

Pour que cette énième circulaire du Premier ministre soit crédible, efficace et réellement appliquée, il faut réunir au moins 2 conditions :

1- elle doit être complétée par des objectifs chiffrés précis, ce qui n'est pas encore le cas ;

2- son application doit être prise en charge, suivie et contrôlée par au moins 2 institutions, l'IGF et la Cour des comptes et leurs démembrements régionaux et territoriaux. Sinon, elle sera inapplicable ! Qui va contrôler qui ?

Et pourtant, le train de vie de l'Etat gagnerait à être fortement réduit. Mais comment faire quand on prend goût à ces très mauvaises habitudes — financées par le contribuable —, à la gabegie, au gaspillage, au luxe tapageur, voire à la luxure tous azimuts qui en découle. Encore une circulaire qui risque de tourner en rond comme toutes celles qui l'ont précédée.....

D. H.

Transparence budgétaire, l'Algérie en est encore très loin

Les résultats d'un nouveau classement international en matière de gouvernance viennent de tomber : ils sont — malheureusement et encore une fois —, très mauvais pour l'Algérie, ce qui n'est pas une surprise.

Cette étude concerne l'évaluation des indicateurs de transparence budgétaire : elle est réalisée par l'ONG «International Budget Partnership» (IBP), dont le siège est à Washington (USA). En un mot, pour l'Algérie, c'est plutôt l'opacité budgétaire qui est la règle : déficit d'informations, très peu d'implication des parlementaires, contrôle budgétaire dérisoire, etc.

En Algérie, la transparence budgétaire est aux abonnés absents. Pour ceux qui souhaitent en savoir plus sur les critères de ces études-pays, je suis disposé à leur envoyer le questionnaire type et le rapport Algérie : ce sont des études très pointues, très détaillées et très techniques. Me contacter via le e-mail du *Soir Corruption*. Précision : à la demande de cette ONG qui a lancé ces études annuelles sur l'«Open budget», — International Budget Partnership (IBP) —, j'ai été examinateur-expert du rapport Algérie pendant plusieurs années de suite.

D. H.

DES MOTS POUR LE DIRE

L'austérité pour qui ?

«Nous savons pourtant, depuis la ''Grande Dépression'' (*), que l'austérité ne fonctionne pas. Le Fonds monétaire international (FMI) en a refait la démonstration plus récemment (lors des dernières crises monétaires) en Amérique latine et en Asie, et c'est à nouveau le cas actuellement en Europe.

Ce qui est stupéfiant, c'est qu'autant de dirigeants politiques continuent malgré tout d'appuyer ces politiques discréditées, même si des voix aussi conservatrices que le FMI leur disent aujourd'hui que leur austérité est dangereuse et qu'il faut s'occuper de toute urgence de stimuler l'économie. C'est comme si les gouvernements avaient cessé d'écouter.»

Joseph Stiglitz,
économiste
et prix Nobel d'économie

(*) La Grande Dépression, dite aussi «Crise économique de 1929», est la période de l'histoire mondiale qui va du krach de 1929 aux Etats-Unis jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Précédée par la puissante expansion des années 1920, c'est la plus importante dépression économique du XXe siècle, qui s'accompagna d'une importante déflation et d'une explosion du chômage et poussa les autorités à une profonde réforme des marchés financiers.